

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 29 MARS 1927.

Projet de loi apportant certaines modifications aux lois coordonnées du 19 août 1921 sur la réparation des dommages causés aux victimes civiles de la guerre.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Par suite des modifications successives apportées aux lois qui ont organisé les réparations accordées aux victimes civiles de la guerre, celles-ci se sont heurtées fréquemment à des interprétations divergentes données par les tribunaux des dommages de guerre, spécialement en ce qui concerne les délais d'introduction des demandes pour incapacité de travail ou aggravation de cette incapacité.

D'autre part, la désignation du mot « déporté » n'a pas toujours été admise de la même façon par toutes les juridictions.

Déjà, à plusieurs reprises, des membres de la Législature ont pris l'initiative de propositions fragmentaires ayant pour but de remédier à des imperfections déterminées de la législation dont il s'agit.

Afin d'amener de l'unité dans l'application des lois sur la matière et d'éviter pour l'avenir toute contestation préjudiciable aux intérêts des victimes civiles de la guerre, le Gouvernement a jugé opportun de proroger le délai utile pendant lequel les demandes forclores pourront encore être réintroduites. Ces dispositions font l'objet du projet de loi ci-annexé.

ARTICLE PREMIER.

Les délais prévus par la loi du 10 juin 1919 pour l'introduction des demandes en réparation des dommages physiques ont été prolongés déjà à plusieurs reprises et notamment par les lois du 23 juillet 1921, 15 mai 1922 et 29 juillet 1926.

Mais il est des cas sur lesquels l'incapacité de travail a pu se manifester postérieurement à l'expiration des délais prévus par ces lois.

Le Gouvernement pense qu'il est équitable de fixer un ultime délai pour autoriser ces victimes civiles à introduire une demande d'allocation.

Il convient pourtant pour éviter l'influence des facteurs étrangers aux faits de guerre, notamment l'âge de la victime, de n'autoriser l'introduction des demandes de l'espèce que si l'incapacité du travail ou son aggravation est suffisante pour permettre de déterminer « a priori » qu'elle a exclusivement son origine dans le fait de guerre.

A l'heure actuelle, toutes les causes d'incapacité de travail ont dû se manifester, sauf celles résultant de faits nouveaux, et il importe d'éviter des demandes injustifiées qui seraient présentées alors que c'est surtout l'âge des intéressés et l'état physiologique dû à leurs conditions d'existence qui provoquent une diminution de leur aptitude au travail.

C'est pour ce motif que le Gouvernement propose de ne reconnaître le droit d'introduire une demande dans le délai prolongé qu'aux victimes civiles dont l'incapacité de travail atteint au moins 50 % lorsque les juridictions compétentes n'ont pas constaté d'invalidité antérieurement.

ART. 2.

D'autre part, la législation sur la matière reconnaît aux invalides militaires le droit de demander une augmentation de pension pour cause d'aggravation d'infirmité jusqu'au 31 décembre 1926.

Il semble équitable d'uniformiser cette latitude et de l'étendre aux victimes de la guerre.

Il va sans dire que la fixation de ce délai ne peut avoir pour effet d'abroger les dispositions de ces articles et tend seulement à autoriser le dépôt de demandes actuellement irrecevables par suite d'expiration du délai en ce sens qu'on respectera toutes les décisions définitives intervenues sur le fond même des litiges, sauf en cas d'aggravation bien établie de l'invalidité.

Pour les motifs exposés plus haut, le Gouvernement propose de n'accorder ce nouveau délai que si l'aggravation d'incapacité de travail atteint au moins 20 %.

ART. 3.

Dans l'examen de ces demandes la plus grande prudence s'imposera aux juridictions de dommages de guerre qui devront éviter de faire supporter par l'État les conséquences d'une invalidité qui ne serait pas exclusivement due à un fait de guerre.

Certains déportés peuvent, en effet, souffrir d'incapacité de travail due à des circonstances étrangères à ce fait, tel l'âge ou la maladie. Il appartiendra aux juridictions de dommages de guerre de faire éventuellement les discriminations requises, et de n'accorder d'allocation à charge du Trésor, que dans la mesure où il sera formellement établi que l'invalidité ou l'aggravation de l'invalidité est due exclusivement au fait de guerre.

ART. 4.

Afin d'éviter les demandes injustifiées et les tentatives de fraude, et d'éviter le maintien pendant de longs mois encore de trop nombreuses juridictions, il importe de mettre à la charge des sinistrés dont la demande sera rejetée, une partie des frais de procédure. C'est pour ce motif que le projet prévoit que les frais de l'expertise médicale seront dans ce cas supportés par les demandeurs, les autres frais de procédure restant à charge de l'État.

ART. 5.

Le mot « déporté » figurant à l'article 7 de la loi du 10 juin 1919 a donné lieu à différentes interprétations.

La Cour Suprême appliquant à cette expression son sens grammatical, ne reconnaît la qualité de déporté qu'à celui qui a été exilé de sa patrie, alors

qu'il semble bien résulter des discussions qui ont précédé le vote de la loi du 10 juin 1919, que le législateur a voulu considérer comme déporté tout homme éloigné de force de son foyer par l'ennemi.

Certains déportés se sont vu dès lors refuser le bénéfice de l'article 7 par suite de l'interprétation admise par la Cour Suprême, tandis que la plupart des juridictions de dommages de guerre donnaient à ce mot le sens indiqué par les travaux parlementaires.

Pour assurer une application uniforme de la loi, il est donc indispensable que le législateur affirme clairement le sens qu'il a voulu donner à ce mot.

C'est pour ce motif qu'il semble équitable de reconnaître la qualité de déporté à tout homme qui a été mis dans l'impossibilité de rentrer dans ses foyers, quel que soit le lieu de la déportation provoquée par l'ennemi.

ART. 6.

L'équité commande de permettre à ceux qui ont été déboutés par suite d'une interprétation restrictive de l'article 7 des lois coordonnées ou d'une présentation tardive de leur demande, dans les cas prévus par les articles 2 et 4 des mêmes lois, de solliciter un nouvel examen de leur cause.

ART. 7.

Cette disposition a pour but de permettre au Gouvernement de réduire le plus tôt possible le nombre de juridictions pour dommages de guerre et de ne les maintenir que dans la stricte limite qui sera nécessaire pour garantir les droits des victimes civiles de la guerre.

Ce but ne saurait être atteint qu'en étendant les pouvoirs donnés au Roi par l'article 3 de la loi du 19 août 1923 et par l'article 4 de la loi du 8 août 1925.

Tels sont les motifs pour lesquels le Gouvernement a l'honneur de soumettre aux délibérations du Parlement le projet de loi ci-annexé, qu'il serait désirable de voir discuter à bref délai.

Le Ministre des Finances,

B^{ait} M. HOUTART.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 29 MAART 1927.

Wetsontwerp houdende wijziging aan de wetten op het aan de burgerlijke oorlogsslachtoffers te verleenen herstel.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Ten gevolge van de wijzigingen die achtereenvolgens werden aangebracht aan de wetten, waarbij de aan de burgerlijke oorlogsslachtoffers te verleenen vergoedingen worden geregeld, zijn evengoedmen dikwijls komen te staan tegenover uiteenlopende interpretaties gegeven door de rechtbanken voor oorlogsschade, vooral omtrent de termijnen voor het instellen van de vorderingen wegens ongeschiktheid tot werken of verergering daarvan.

Anderzijds, werd aan het woord « weggevoerde » niet immer dezelfde betekenis door al de gerechten gehecht. Reeds verscheidene malen hebben leden der Wetgeving stuksgewijs het initiatief van voorstellen genomen, ten einde bepaalde onvolmaaktheden in bewuste wetgeving terecht te brengen.

Ter wille van de eenheid in de toepassing van desbetreffende wetten en ter vermindering van elke verdere betwisting, waarbij de belangen der burgerlijke oorlogsslachtoffers mochten worden geschaad, heeft de Regeering het gepast geoordeeld den tijd te verlengen, gedurende den welken de vervallen vorderingen andermaal zullen kunnen worden ingesteld.

Deze bepalingen maken het voorwerp van bijgaand wetsontwerp uit.

ARTIKEL ÉÉN.

De bij de wet van 1 Juni 1919 voorziene termijnen voor het instellen van de vorderingen tot herstel van lichamelijke schade werden reeds herhaaldelijk verlengd, en namelijk bij de wetten van 23 Juli 1921, 15 Mei 1922 en 29 Juli 1926.

Maar er zijn gevallen waarin de ongeschiktheid tot werken zich heeft kunnen vertoonen na het verstrijken van de bij deze wetten voorziene termijnen.

De Regeering acht het billijk een uitersten termijn vast te stellen om deze burgerlijke slachtoffers toe te laten hunne vordering tot vergoeding in te stellen.

Nochtans om den invloed van aan oorlogsfeiten vreemd blijvende factoren te vermijden, namelijk den leeftijd van het slachtoffer, dient slechts het instellen van vorderingen van dien aard toegelaten, indien de ongeschiktheid tot werken of de verergering daarvan voldoende is om « a priori » te kunnen uitmaken dat zij uitsluitend haren oorsprong in het oorlogsfeit vond.

Thans moeten al de oorzaken van ongeschiktheid tot werken tot uiting zijn gekomen, behalve deze welke voortspruiten uit nieuwe feiten en het is zaak niet gebillijkte vorderingen te vermijden die zouden ingesteld worden dan wanneer vooral de leeftijd der betrokkenen en de physiologische toestand tengevolge hunner levensvoorwaarden eene vermindering hunner geschiktheid tot werken veroorzaken.

Om die reden stelt de Regeering voor alleen het recht eene vordering gedurende den verlengden termijn in te stellen, toe te kennen aan de burgerlijke slachtoffers wier ongeschiktheid tot werken in haar geheel ten minste 50 t. h. bedraagt, indien de bevoegde gerechten niet vroeger invaliditeit hebben vastgesteld.

ART. 2.

Anderzijds, kent de desbetreffende wetgeving aan de militaire invaliden het recht toe eene vermeerdering van pensioen aan te vragen, uit hoofde van het verergeren der gebrekkelijkheid tot op 31 December 1928.

Het lijkt rechmatig deze vrijheid te veralgemeenen en tot al de oorlogsslachtoffers uit te breiden.

Het spreekt van zelf dat het vaststellen van dezen termijn niet het intrekken van de bepalingen dezer artikelen ten gevolge mag hebben en er slechts toestrekt het instellen toe te laten van vorderingen die thans niet ontvankelijk zijn ten gevolge van het verlopen van den termijn met dien verstande dat al de over den grond zelf van de geschillen gevelde eindbeslissingen, behalve bij degelijke vastgestelde verergering van de invaliditeit, zullen worden geëerbiedigd.

Om de hooger omschreven redenen, stelt de Regeering voor dezen nieuwen termijn slechts te verleenen zoo de verergering van de ongeschiktheid tot werken ten minste 20 % bereikt.

ART. 3.

Bij het onderzoek van deze vorderingen zal het voor de oorlogsschadegerechten noodig zijn de grootste omzichtigheid in acht te nemen; zij moeten vermijden door den Staat de gevolgen te doen dragen van eene invaliditeit, welke niet uitsluitend aan een oorlogsfeit zou toe te schrijven zijn.

Sommige weggevoerden kunnen inderdaad met eene ongeschiktheid tot werken behept zijn, welke moet toegeschreven worden aan omstandigheden die vreemd aan dit feit zijn, zooals aan leeftijd of ziekte. Het behoort aan de oorlogsschadegerechten bij voorkomen het noodige onderscheid te maken, en slechts in die mate vergoedingen ten laste van de Schatkist te verleenen waarin er stellig wordt uitgewezen dat de invaliditeit of de verergering van invaliditeit uitsluitend aan het oorlogsfeit toe te schrijven is.

ART. 4.

Ten einde de ongegronde vorderingen en de pogingen tot bedrog te vermijden, en te beletten dat er een al te groot aantal gerechten nog maanden lang behouden worde, dient men ten laste van de geteisterden, wier vordering zal afgewezen worden, een deel van de kosten van rechtspleging te leggen. Om deze reden wordt bij het ontwerp voorzien dat de kosten van het medisch onderzoek in dit geval door de aanleggers zullen gedragen worden, terwijl de andere rechtsgedingskosten ten laste van den Staat blijven.

ART. 5.

Het woord « weggevoerde », dat in artikel 7 der wet van 10 Juni 1919 staat, heeft aanleiding gegeven tot verschillende interpretaties.

Het Hof van Cassatie, door aan deze uitdrukking haar grammaticale beteekenis te geven, kent de hoedanigheid van weggevoerde slechts toe aan hem die uit zijn Vaderland verbannen werd, dan wanneer uit de besprekingen, die het stemmen over de wet van 10 Juni 1919 voorafgingen, wel schijnt te blijken dat de wetgever elk man, die met geweld door den vijand van zijn haard verwijderd werd, als weggevoerde heeft willen aanzien.

Zoo zagen sommige weggevoerden zich uitgesloten van het voordeel van artikel 7, tengevolge van de door het Hof van Cassatie aangenomen interpretatie, terwijl de meeste gerechten voor oorlogsschade aan dit woord den zin gaven, welke blijkt uit de parlementaire werkzaamheden.

Ten einde een gelijkmatige toepassing van de wet te verzekeren, is het dus volstrekt noodig dat de wetgever duidelijk zou bevestigen welke beteekenis hij aan dit woord heeft willen hechten.

Om deze reden blijkt het rechtmatig de hoedanigheid van weggevoerde toe te kennen aan elken man die in de onmogelijkheid gesteld werd naar zijn haard terug te keeren, welk ook de plaats moge zijn, waarnaar de vijand hem heeft weggevoerd.

ART. 6.

De rechtvaardigheid gebiedt dat men aan hen wier vordering werd afgewezen tengevolge van een beperkende verklaring van artikel 7 der samengeschakelde wetten of wegens het laattijdig instellen van invordering, in de gevallen voorzien bij de artikelen 2 en 4 van dezelfde wetten, zou toelaten een nieuw onderzoek van hun zaak aan te vragen.

ART. 7.

Deze bepaling heeft ten doel aan de Regeering toe te laten het aantal oorlogsschadegerechten zoo spoedig mogelijk te verminderen en ze slechts te behouden binnen de stipte grens welke ter waarborging van de rechten der burgerlijke oorlogsslachtoffers noodig zijn zal.

Dit doel kan slechts bereikt worden door het uitbreiden van de aan den Koning bij artikel 3 der wet van 19 Augustus 1923 en bij artikel 4 der wet van 8 Augustus 1925 gegeven macht.

Dusdanig zijn de redenen, waarom de Regeering de eer heeft bijgaand wetsontwerp, dat het wenschelijk zou zijn zoo spoedig mogelijk te zien bespreken, aan de beraadslagingen van het Parlement te onderwerpen.

De Minister van Financiën,

B^{on} M. HOUTART.

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

Projet de loi apportant certaines modifications aux lois coordonnées du 19 août 1921, sur la réparation des dommages causés aux victimes civiles de la guerre.

Wetsontwerp houdende wijzigingen aan de samengeschakelde wetten van 19 Augustus 1921, op het herstel van schade veroorzaakt aan de burgerlijke oorlogsslachtoffers.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances est chargé de présenter en Notre Nom aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Un dernier délai expirant le 31 décembre 1928 est accordé aux victimes civiles de la guerre, pour solliciter l'allocation annuelle prévue aux articles 2 et 4 des lois coordonnées du 19 août 1921.

Cette demande ne sera recevable que si, tenant compte de l'âge du sinistré, l'incapacité de travail atteint au moins 50 %.

ART. 2.

Les délais prévus par les articles 2 et 4 des mêmes lois, en cas d'aggravation d'invalidité sont prolongés jusqu'à la même date.

Les demandes ne seront recevables que pour autant que l'aggravation de l'invalidité atteigne 20 %.

ART. 3.

En aucun cas la demande ne sera recevable que dans la mesure où il est

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën wordt ermede belast in Onzen Naam bij de Wetgevende Kamers, het wetsontwerp in te dienen, dat luidt als volgt :

ARTIKEL EÉN.

Een laatste termijn, verstrijkende op 31 December 1928, wordt verleend aan de burgerlijke oorlogsslachtoffers, om de bij artikelen 2 en 4 der samengeschakelde wetten van 19 Augustus 1921 voorziene jaarlijksche uitkeering te vorderen.

Deze vordering is slechts ontvankelijk zoo met inachtneming van den leeftijd van den geteisterde, de ongeschiktheid tot werken ten minste 50 t. h. bereikt.

ART. 2.

De termijnen voorzien bij de artikelen 2 en 4 derzelfde wetten, bij verergering van de invaliditeit worden tot denzelfden datum verlengd.

De vorderingen zijn alleen dan ontvankelijk wanneer de verergering van invaliditeit 20 t. h. bereikt.

ART. 3.

In geen geval is de vordering ontvankelijk dan in de mate waarin ten

établi, de toute évidence, que l'incapacité ou l'aggravation a uniquement pour cause le fait de la déportation, du travail forcé ou de l'accident par fait de guerre, en tenant compte de la diminution normale de la capacité du travail provenant de l'âge du sinistré.

ART. 4.

Si la demande est rejetée, les frais d'expertise médicale incombent au demandeur.

ART. 5.

Les dispositions de l'article 7 des lois précitées du 19 août 1921, sont applicables quel que soit le lieu de la déportation, pour autant que les autres conditions prévues par cet article soient réunies.

ART. 6.

Les sinistrés qui auraient été déboutés de leur demande en réparation ou en revision par suite de l'expiration des délais prévus aux articles 2 et 4 des lois coordonnées du 19 août 1921 ou d'une interprétation restrictive de l'article 7 des mêmes lois, pourront introduire une nouvelle demande dans les délais prévus par l'article 1^{er} de la présente loi.

ART. 7.

Le Roi peut attribuer compétence pour l'examen de ces litiges à un ou plusieurs tribunaux ou cours des dommages de guerre ou aux juridictions ordinaires.

Donné à Bruxelles, le 22 mars 1927.

volle wordt uitgemaakt dat alleen het feit van de deportatie, van den gedwongen arbeid of van het ongeval door oorlogsfeit, de oorzaak is van de ongeschiktheid of de verergering, rekening daarbij gehouden met de normale vermindering van de geschiktheid tot werken voortspuitende uit den leeftijd van de geteisterde.

ART. 4.

Wordt de vordering verworpen, zoo vallen de kosten van medisch onderzoek ten laste van den aanlegger.

ART. 5.

De bepalingen van artikel 7 van voormelde wetten van 19 Augustus 1921, zijn van toepassing, welke ook de plaats van de deportatie zij, voor zoover aan de bij dit artikel voorziene gezamenlijke vereischten wordt voldaan.

ART. 6.

De geteisterden wier vordering tot herstel of tot herziening mocht afgewezen zijn ten gevolge van het verstrijken van de bij artikelen 2 en 4 der samengeschakelde wetten van 19 Augustus 1921 voorziene termijnen of van eene beperkende verklaring van artikel 7 derzelfde wetten, mogen eene nieuwe vordering binnen den bij artikel één van deze wet gestelden tijd instellen.

ART. 7.

De Koning kan voor het onderzoek van deze geschillen aan een of meerdere oorlogsschadegerechten of aan de gewone gerechten bevoegdheid toekennen.

Gegeven te Brussel, den 22 Maart 1927.

ALBERT

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Financiën,

B^{on} M. HOUTART.